

# Halte au pétrole sale

Geneviève Aude Puskas

---

Number 768, October–November 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70199ac>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Centre justice et foi

**ISSN**

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this article**

Puskas, G. A. (2013). Halte au pétrole sale. *Relations*, (768), 4–5.



## Halte au pétrole sale



La mobilisation s'organise au Québec et au Canada contre les projets de pipeline destinés à transporter le pétrole des sables bitumineux albertains vers l'est du pays.

### GENEVIÈVE AUDE PUSKAS

L'auteure est agente de recherche chez Équiterre

L'industrie albertaine des sables bitumineux prévoit doubler sa production d'ici 2020 et cherche rapidement de nouvelles artères pour écouler son pétrole brut extrêmement polluant. Les données de l'Association des chemins de fer du Canada le confirment: le nombre de wagons-citernes transportant du brut est passé de 500 en 2009 à 140 000 en 2013. De plus, deux projets de pipeline sont à l'étude au Québec. Le premier est l'inversion de la ligne 9 d'Enbridge, qui relie le sud de l'Ontario aux raffineries de l'est de Montréal. Le second, le projet Oléoduc Énergie Est de TransCanada, traverserait neuf régions administratives du Québec pour se rendre jusqu'au port de Saint John, au Nouveau-Brunswick.

Au Québec, ces projets soulèvent l'inquiétude de nombreux groupes de citoyens qui, depuis un an, se mobilisent de l'Islet à Sainte-Justine-de-Newton en passant par Mirabel, Portneuf, Cabano ou Kamouraska. Inquiets des conséquences poten-

tielles sur le réchauffement climatique, mais aussi, en cas de déversement, sur leur eau potable, la valeur de leurs terrains, la qualité de l'air et des cours d'eau autour des raffineries ou encore sur l'industrie du tourisme, ils dénoncent notamment le fait que le Québec doit assumer les risques sans tirer de réels bénéfices.

Les dangers sont bien réels, le transport du pétrole extrait des sables bitumineux étant plus risqué que celui du pétrole conventionnel. Afin de faciliter son passage dans les pipelines, on y ajoute en effet des diluants dont certains sont cancérigènes, comme le benzène ou le toluène. Ces diluants s'évaporent en cas de déversement et laissent derrière eux un pétrole visqueux qui coule au fond des cours d'eau, rendant le nettoyage ardu. De plus, dans le cas d'Enbridge, sa ligne 9 aura bientôt 40 ans et traverse les zones les plus densément peuplées de l'Ontario et du Québec. La pétrolière prévoit en augmenter la capacité de 25%. Dans son rapport déposé lors des consultations publiques de l'Office national de l'énergie, en août dernier,

un expert technique indépendant, Richard Kuprewicz, concluait que le pipeline comportait un «risque de rupture élevé» si l'inversion de son flux était acceptée.

Les projets d'Enbridge et de TransCanada totalisent un volume exorbitant de 1,4 million de barils par jour, alors que la consommation du Québec n'atteint pas les 400 000 barils par jour. Cela n'a pas empêché le pdg de TransCanada, Russ Girling, d'affirmer, lors de l'annonce du projet en août dernier, que l'oléoduc Énergie Est est une «opportunité historique de connecter les ressources pétrolières de l'Ouest canadien aux consommateurs de l'Est canadien, créant des emplois, des retombées fiscales et une sécurité énergétique pour tous les Canadiens pour les décennies à venir».

Il faut savoir que le pétrole de l'Alberta est actuellement vendu à rabais aux États-Unis. Il pourrait se vendre jusqu'à 20\$ de plus le baril sur les marchés internationaux... à condition d'atteindre les côtes. Le jour de l'annonce du projet de TransCanada, la raffinerie Irving confirmait ainsi la construction d'un terminal maritime destiné à l'exportation, à Saint John, au Nouveau-Brunswick.

En écho à tous ces enjeux, un vaste réseau de solidarité s'est tissé de la Colombie-Britannique à la Nouvelle-Écosse en passant par la Nouvelle-



## La grogne s'amplifie contre la MINUSTAH

Après neuf ans de présence en Haïti, la mission onusienne est de plus en plus contestée par la population.

Angleterre et le Nebraska. Des groupes citoyens locaux, des communautés autochtones, des élus, des groupes environnementaux, des syndicats et des universitaires participent à des actions communes et font basculer des décisions.

En mai dernier, la Colombie-Britannique s'est officiellement opposée au projet Northern Gateway d'Enbridge, qui prévoit la construction de deux pipelines de 1170 km chacun. Rien n'est gagné non plus du côté de Keystone XL, le projet de la pétrolière TransCanada aux États-Unis, au sujet duquel le président Barack Obama a exprimé de sérieuses réserves en juillet dernier.

Plus de 300 universités et 100 villes du monde ont par ailleurs amorcé une campagne de désinvestissement dans les énergies fossiles. De plus, en attribuant au pétrole des sables bitumineux une haute valeur d'intensité en carbone, la future directive européenne sur la qualité des carburants, pourrait aussi tenir ce pétrole jugé trop polluant à l'écart du marché européen.

À ce jour au Québec, plus d'une vingtaine de municipalités ont adopté des résolutions pour demander des études environnementales indépendantes au gouvernement québécois. Jusqu'à présent, 171 groupes ou individus sont intervenus dans le processus de consultation publique de l'Office national de l'énergie portant sur l'inversion de la ligne 9 du pipeline d'Enbridge.

Par ailleurs, les consultations publiques sur la nouvelle stratégie énergétique du Québec viennent tout juste de prendre fin. D'emblée, le gouvernement proposait l'efficacité énergétique et l'énergie propre comme « deux piliers du développement économique pour toutes les régions du Québec ». Voilà qui offre une belle occasion de choisir de réduire la dépendance du Québec au pétrole. ●

### KAWAS FRANÇOIS

En 2004, une révolte armée éclate contre le régime du président Jean-Bertrand Aristide. Devant l'imminence d'affrontements violents entre les insurgés et ses nombreux partisans armés, Aristide démissionne sous la pression de certains gouvernements occidentaux, particulièrement des États-Unis, soucieux de protéger, comme d'habitude, leur arrière-cour. Un avion de la US Air Force le déporte en République centrafricaine. La grande faiblesse des institutions de l'État et le risque d'intensification des conflits armés faisaient planer le spectre du chaos dans une société déjà fragilisée par des années de crise profonde minant les fondements mêmes de la nation, et ce, depuis la chute de la dictature des Duvalier le 7 février 1986.

Le gouvernement des États-Unis a donc vite envoyé les *Marines*, puis pressé le Conseil de sécurité des Nations unies d'intervenir pour prendre le relais. La résolution 1542 adoptée par ce dernier créa une force internationale, dénommée la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

En plus du renforcement de la Police nationale et de l'établissement d'un environnement institutionnel stable, cette force multinationale s'est vue confier, avec le temps, plusieurs autres missions. Aujourd'hui, elle s'engage même dans la création d'emplois temporaires et soutient le développement municipal, l'organisation des douanes et la lutte pour l'égalité des sexes.

La MINUSTAH se déploie sur toute l'étendue du territoire haïtien. Son per-

L'auteur est directeur du Centre de recherche, de réflexion, de formation et d'action sociale (CERFAS) de Port-au-Prince

Patrouille de la MINUSTAH à Cité Soleil, Port-au-Prince, 13 novembre 2010.

Photo : Presse canadienne/Julien Tack

